

# MANIFESTE DE L'AVANT-GARDE



**L**a France est en colère : ce ne sont plus seulement les nuées qui s'amoncellent sur les têtes, mais l'orage même qui a commencé de se déchaîner dans les cœurs.

Nous aussi nous sommes en colère : en colère contre la situation qui nous est faite, et contre ces causes qui la produisent et que l'on refuse autant de nommer que de combattre.

Ces causes, nous les connaissons et elles sont innombrables. Pourtant nous faisons le pari qu'en les attaquant à la racine, on peut les détruire toutes. Combien de calembredaines et de galimatias nous aura-t-on vendus !

Le premier, c'est certainement la honte que l'on nous a instillée d'être Français. Si les élites ont pu toujours se défaire de leurs liens, le peuple

comme d'habitude a payé les pots cassés. Aux pauvres, la patrie qu'on détruit, c'est leur dernier bien qu'on enlève.

Ainsi, nous nous élevons d'abord contre l'industrie de la repentance, de la haine de soi, ce spectacle écœurant, presque obscène où des dominants bien au chaud font payer à des déshérités leur mauvaise conscience. Et ont la perversion suprême d'en encaisser les dividendes...

Ce sont des cyniques qui nous gouvernent, il faut le dire. On aura rarement vu – jamais peut-être – dans l'histoire de l'humanité, des batteurs d'estrade se payer ainsi sur la bête en lui faisant honte d'elle-même.

Alors, disons-le : nous ne serons plus l'ours martin des repentants-pour-autrui. Demain, nous ne rougirons plus, sinon de nous être laissés manœuvrer si longtemps par ces coquins.

Nous reprenons notre dû, notre histoire, notre ouvrage où nous l'avons abandonné. Nous refermons cette parenthèse.

« *L'avenir est un présent que nous fait le passé* » (Malraux). Nous le recevons avec fierté pour y puiser la sève de notre redressement.

# RETOUR AU RÉEL

**L**a France est l'une des dernières nations au monde à jouir encore d'un destin et nous refusons que l'on nous en dépossède, que ce soit au nom d'une raison d'État technocratique ; que ce soit au nom des puissances d'argent ; que ce soit simplement au nom d'une gigantesque entreprise de lavage de cerveau qui efface les mémoires, les légendes et les identités.

La dernière charlatanerie en date, c'est cette science des marchés qui a conduit la société de consommation et le capitalisme financier au bord de la faillite.

2008 a révélé l'irresponsabilité de ce système mondialisé. Depuis maintenant trop longtemps, des pratiques intolérables se perpétuent. Certaines sont enfin dénoncées au grand jour. D'autres restent

étonnamment impunies. Mais malgré leurs bravades, les usuriers ont à peine commencé de payer. Ils paieront pourtant. Car nous refusons la privatisation des profits et la mutualisation des dettes, filouterie que des États faibles ont dû accepter.

Ceux qui nous dirigent sont comme des docteurs Frankenstein, et il y a bien longtemps que leurs créatures leur ont échappé. Ces banques trop grosses pour mourir, ces agences de notation qui se prennent pour des Cassandre, ces chefs d'États soumis aux fonds spéculatifs, ces grands groupes et leurs filiales dans les paradis fiscaux, ces « personnalités » et leur argent caché à l'étranger, il faudra bien que tout cela finisse.

Et si ce n'est par la raison et la politique, ce sera par la violence quand les peuples n'en pourront plus. Aussi, il est temps d'agir.

Et la France est vivante, n'en déplaie « aux administrateurs de chose publique » qui avaient rêvé de la mettre en bière. Ses pays sont profonds, ils viennent du fond des âges, là où même l'histoire ne pose que timidement le pied, ils ont leur mouvement propre, que nous voulons libérer.

Car la France est aujourd'hui moins que jamais centrifuge : c'est un grand corps prisonnier qui se ramasse au contraire trop sur soi-même. Il faut lui

rendre sa liberté de mouvement, la délier de ces entraves : administrations désuètes, école pachydermique en phase terminale, culture embastillée dans un ministère, monnaie unique déconnectée du réel et frappée avec la finesse d'une chope bavaroise. Il faut en finir avec tout cela.

Dans le monde qu'on nous promet, il y a du neuf : le renard libre n'est plus seul dans le poulailler libre. Non, il est accompagné de son amie la gouvernance qui s'assurera que les poulets ne protestent pas. Partant d'une juste critique de l'État, on en est venu à sacrifier la politique en général, et tout gouvernement des hommes.

À la place, la douce gouvernance, qui veut seulement dire nouvelle techno-bureaucratie, pis que la soviétique non pour l'appétit du sang mais pour la vassalisation des âmes et des corps.

De cela non plus, nous ne voulons pas : nous préférons la démocratie avec tous ses défauts, son peuple qui sent mauvais, ses soubresauts et ses populismes.

Face au mot « apartheid » qui nous est lancé à la face comme une insulte et un reproche injuste, nous dénonçons ces trente dernières années où tout a été entrepris pour distendre le lien social et le goût de vivre ensemble : les plus pauvres ont été

exilés hors du centre-ville, dans des cités lugubres, hideuses, où seule la détestation avait une chance de croître.

Alors que l'on parlait à tout propos du « vivre ensemble », les règles de vie les plus élémentaires étaient tournées en dérision par une fausse élite regroupée autour de ce ghetto pseudo-intellectuel soixante-huitard, sans racine, sans éducation, sans culture le plus souvent, juste doté d'une envie incommensurable de jouir.

Les abords de nos villes sont d'une laideur croissante. Il ne s'agit pas d'une fatalité, des pays comme l'Italie ou l'Autriche ont su allier l'esthétique urbaine avec les habitudes commerciales d'une époque nouvelle.

Nos cités et leur univers largement concentrationnaire marquent le peu d'estime de leurs architectes et de leurs commanditaires pour ceux appelés à y vivre. Des milliards sont aujourd'hui dépensés pour entretenir ces logements qui n'ont d'habitat que le nom.

L'environnement scolaire, comme celui des bureaux, est lui aussi d'une laideur souvent stupéfiante.

Une société qui perd le goût pour elle-même de la beauté, de l'esthétisme, est une société malade, dépressive, vouée à ne plus innover, ne plus

communiquer. En un mot, elle dépérit. La France n'est pas une firme. C'est l'échoppe du monde, là où se cuit le pain de l'humanité. Pain terrestre et temporel, mais surtout pain spirituel et civilisationnel.

On avait fait une génération d'enfants gâtés. Elle l'ignore, mais elle est en train de passer. Heureusement. Le réel qui n'est pas glaçant comme une *gay pride*, mais brûlant comme une flèche de cathédrale a vite repris le dessus.

Il serait imprudent de croire que le matérialisme historique est mort avec le marxisme : il a au contraire trouvé une nouvelle vigueur au travers du libéralisme économique intégral qui gouverne nos existences, au travers du règne de l'argent.

Le pouvoir politique reste totalement désemparé devant cette anarchie monétaire et financière qui corrompt jusqu'au cœur. Alors que le dernier but de cette société était d'occuper les gens, à cause de sa dérégulation, elle se retrouve incapable de satisfaire ce seul rêve.

Ils doutent de leur âme, et n'ont même plus de travail. Les traders déjà se suicident, et c'est au pape de Rome que Jérôme Kerviel va demander son pardon.

Le drame qui nous menace, c'est la poursuite de ce rêve prométhéen que nous avons dénoncé lors de



la Manif pour tous. Notre époque est marquée par le déploiement d'une philosophie dont le moteur consiste à décomposer le réel, l'atomiser et en proposer une reconstruction idéologique.

Dans le champ politique, cela s'est traduit par la suppression des corps intermédiaires et la réduction du corps social en individus, citoyens impuissants face à un État centralisé et tout-puissant.

En économie, ce démembrement du corps social a conduit soit à une société individualiste combinant taylorisme et consumérisme, soit à une économie planifiée.

Analogiquement, au plan physique, cette logique de décomposition recomposition a amené à la « *dissociation de la sexualité et de la procréation* » (Evelyne Sullerot) et à la mise en œuvre de l'idéologie de la PMA et de la GPA.

La nouvelle étape de la révolution technologique consiste à décomposer la réalité en « datas » que l'on réorganise comme l'on veut.

Mais le fantasme de l'homme autoconstruit risque de le mener au néant, car à force de nier la finitude on nie l'humain lui-même. C'est pourquoi nous prôtons le retour au réel, à la mesure.

# LE TEMPS DES BÂTISSEURS

**D**e toute façon, leur triste vieillesse ne durera pas toujours. Ce siècle a à peine quinze ans, et ses partis, et ses idées sont déjà vétustes.

La France en a mille cinq cents et c'est toujours une jeune femme. Le réel déjà s'annonce, et il sera peut-être violent si l'on n'y prend garde.

Pour nous, nous sommes revenus à la vie un après-midi de janvier 2013. Deux ans déjà, le temps passe sans qu'on y prenne garde. Dans cette république des petits mufles qui s'attardent, la moisson a déjà levé. Il est temps.

Il est temps de tout changer, de tout refonder, non pour que tout redevienne comme avant, mais pour forcer le destin. Encore une fois. La plaisanterie du déclin a assez duré.

Nous sommes les connétables du destin, ceux qui veulent rompre avec ce désordre croissant, détruire ce qui nous abîme et reconstruire avec détermination un avenir. Tel est notre manifeste.

Et nous nous élevons aujourd'hui contre la destruction, parce que nous sommes des bâtisseurs. Contre l'éphémère, parce que nous sommes pour ce qui dure. Contre la civilisation du déchet, parce que nous aimons ce qui grandit. Contre le matérialisme hédoniste, parce que nous croyons aux forces spirituelles qui animent la France. Contre le cynisme, parce que nous avons confiance en l'homme. Contre le déracinement, parce que nous croyons aux patries, petites et grandes.

Le rôle du politique n'est pas seulement de nourrir, ni d'occuper les gens, ni même de les mettre sous tutelle pour les guider vers un bonheur idéologiquement défini.

Le politique est au service de l'homme, mais l'homme dans toutes ses dimensions. Il n'y a pas de politique sans transcendance. Le politique n'est pas une dégradation de la mystique.

Ce diagnostic de notre faillite intérieure a été maintes fois posé. Zemmour ou Houellebecq, pour citer les plus récents, nous ont suffisamment déprimés. Passage nécessaire sans doute que ce

deuil de nos illusions, mais il est temps maintenant de se soigner.

Nous ne voulons pas la révolution : car la révolution est un terme aussi sénile que nos gouvernants. Quand les publicitaires eux-mêmes se revendiquent révolutionnaires, quel intérêt de vouloir encore le devenir ?

Nous préférons affirmer la rupture générale avec ce monde. Une rupture qui veut dire reconstruction, refondation. Nous savons comment changer parce que nous savons où aller.

Crise, dit-on. Mais crise de quoi et de qui ? Nous ne voyons que cette maladie spirituelle que l'on a tenté d'inoculer à tout un peuple, doutant d'ailleurs qu'il ait encore une âme. Mais cette entreprise a échoué. Les anticorps sont là.

Car la démographie ne ment pas, ni la géographie. Contrairement à toutes ces autres sciences par quoi l'on prétend nous diriger.

La France aux mille et un jours de gloire, aux cent dix pays, au mille et onze paysages, aux opulentes cultures, aux libres esprits, ouverte sur les mers et les océans, la France n'a aucune raison de se livrer aux prédateurs anonymes qui rôdent, quêtant pouvoir, argent, facilité, qui pillent sans vergogne.

La France doit reconstituer sa frontière, qui n'est pas rejet de l'autre mais qui lui laisse la possibilité de demeurer précisément cet autre, dont l'on a besoin.

La France n'est pas un paradis. Elle est simplement une mère, celle des lois, des arts, de la langue, de la civilisation, corne d'abondance que l'on a momentanément bouchée.

La France est un pays jeune. Jeune non comme le chiot qui aboie et divague, mais jeune de sève et de fougue, jeune d'idées, de visions, d'espérance comme un plein soleil du matin.

La France a des enfants, beaucoup d'enfants, et l'on veut détruire ses familles et ses écoles.

La France est une femme fertile. Les grandes manifestations récentes, qu'elles soient de contestation ou d'unité, sont le signe irréfutable que ce pays existe bien et qu'il se cherche une voie à travers l'histoire.

Mais il ne faut pas se leurrer : au-delà des jacqueries et des fièvres locales, expressions spontanées du ras-le-bol général, la rupture est possible seulement si subsiste un fil entre passé et avenir, une tension vertueuse qui garantit l'intégrité de notre amour dans l'homme.

Car, à l'histoire, nous ajoutons les principes déduits de l'anthropologie.

En vérité, tout n'est pas perdu : car l'individualisme a fait son temps, et l'avenir est à la reconstitution de sociétés et de communautés à hauteur d'homme, organisées selon le vieux principe de la subsidiarité, pourtant si galvaudé.

Nous tenons que sans une conception humaniste, personnaliste, c'est-à-dire respectueuse du destin de l'homme, nous resterons dans l'impasse et y mourrons. Les périls immédiats que sont le terrorisme islamique et la machine transhumaniste ne peuvent être conjurés sans un recours à une *common decency*, une éducation qui rappellent la loi de la mesure au petit homme.

Les attentats terroristes nous auront au moins appris ceci : fini de jouer. Nous devons éduquer à nouveau l'homme à l'homme, c'est-à-dire, à la vérité, à la justice, à la charité.

Toutes ces valeurs fondatrices se vivent d'abord au plus près de l'homme, dans ces solidarités naturelles que sont la famille, l'école, la commune, l'entreprise, la patrie.

C'est là que se trouvent les remèdes que nous prônons.

# POUR UNE POLITIQUE PERSONNALISTE

**N**ous avons hérité du lent combat des siècles la notion de personne. Comme l'écrivait Denis de Rougemont : « *Le but de la société, c'est la personne ; la société n'a de sens que par et pour l'homme* ». Mais une personne qui demeure un animal social. Personne, communauté : ce sont les deux termes de notre vraie liberté.

L'homme est une totalité ouverte sur le monde, il est capable d'infini. Mais il sait qu'il n'est pas lui-même cet infini : « *L'esprit doit garder l'initiative et la maîtrise de ses buts, qui vont à l'homme par-dessus l'homme, et non au bien-être* », disait Emmanuel Mounier.

Nous prôtons, dans le sens de Simone Weil, l'attention, à sa personne, à sa communauté, à sa société, à ses pays, le grand et les petits, à la nature, au rythme profond et très ancien dans quoi il se fonde.

Nous savons que « *chaque être humain a besoin de multiples racines, il a besoin de recevoir la presque totalité de sa vie morale intellectuelle et spirituelle par l'intermédiaire des milieux dont il fait naturellement partie* » (Simone Weil). Seul l'homme raciné profond peut pousser ses branches à l'assaut des étoiles. Notre mouvement vers l'avenir peut être désabusé, mais il peut aussi signifier la reprise en main de notre destin.

Pour y parvenir, nous croyons à l'économie de marché, mais pas à la société de marché. Alors que l'économie de marché a pour seul objectif d'organiser la loi de l'offre et de la demande en distinguant ce qui relève du commerce et de l'échange et ce qui touche à l'intégrité de la personne ; la société de marché, elle, n'a de cesse de tout transformer en économie consommable.

Nous ne voulons pas de ce monde, où toute vie, même quotidienne, est mise en équation, où la famille, le divorce, l'amour, l'infidélité, le mariage, la délinquance, sont objets de calcul. Contre l'économie financiarisée, nous choisissons



l'économie réelle, enracinée, celle de la responsabilité et de l'initiative.

On ne peut concevoir le travail, l'économie en général et les entreprises donc, seulement comme un but. C'est le vrai fruit du travail qui rehausse l'homme et c'est une injustice totale, un mépris infini que de le rassurer en lui promettant n'importe quelle tâche contre n'importe quel salaire.

Car l'homme est aussi l'usage qu'il fait de lui-même. Le peuple ne se range pas dans des boîtes. Le travail, pour ennoblir, doit comporter en lui-même un caractère digne. Les Français ne sont pas des filles qu'on met sur le premier trottoir venu.

Encourager l'entrepreneuriat, ce n'est pas acquiescer béatement à toute forme d'asservissement qui se pare du nom d'entreprise. Il existe aussi des entreprises terroristes et des associations de malfaiteurs.

Le tissu économique d'une nation vit essentiellement de ses organisations à taille humaine. Des entreprises qui ont encore les moyens de considérer leurs employés comme des personnes et non comme des numéros.

En ce sens, il s'agit d'encourager l'initiative, la participation, les ateliers autonomes d'entreprises, la coopération, le mutuellisme, le distributisme, la

répartition équitable des profits. Encore une fois, c'est Chesterton qui l'a dit il y a un siècle déjà : « *Le problème du capitalisme, ce n'est pas qu'il y a trop de capitalistes, c'est qu'il n'y en a pas assez.* »

Pour nous l'économie doit être au service de l'homme : elle doit être organisée de telle sorte que tous les hommes puissent s'assurer par leur travail le minimum indispensable à une vie dans laquelle les préoccupations culturelles, spirituelles et sociales puissent trouver leur place.

En ce sens, le système financier devenu fou à se prendre pour sa propre finalité mérite d'être entièrement repensé et révisé sur des bases saines. Nous ne croyons pas à la bonté permanente de l'homme, surtout quand il manipule de l'argent.

Une vraie politique ne se peut concevoir que dégagée des intérêts financiers ou techniques. Cela suppose que la société politique s'accorde les moyens de nommer tout ce qui n'est pas un marché et tout ce qui ne pourra jamais en être un.

À mesure que les marchés se sont désencastrés, selon le mot de Polanyi, de la vie sociale, politique, humaine, s'autonomisant, ils ont conquis la puissance, en attendant le droit, de faire un marché de la vie elle-même.

C'est cela que nous refusons de toutes nos forces. Ni la mort, ni la vie ne sont objets de marché. C'est cela la souveraine liberté des Français et des Européens que nous sommes. C'est à cela que l'on nous reconnaîtra.

« *Le sol de France affranchit l'esclave qui le touche* », disait un roi très ancien. Encore faut-il se souvenir de quoi aujourd'hui nous sommes les serfs. Les enfants ni ne se fabriquent ni ne se détruisent selon le bon plaisir de personne.

Une constitution, c'est précisément ce qui ne peut être touché sans prendre le risque que s'effondre l'organisme tout entier. Il y a un métabolisme de toute société humaine, il y a surtout des principes fondamentaux que l'on ne peut attaquer sans prendre le risque de ruiner tout l'homme.

*Noli me tangere*, c'est le cri de l'humanité actuelle face à la technique qu'elle a elle-même développée.

La France doit être à l'avant-garde de la révolution écologique. C'est-à-dire une écologie d'abord humaine.

Dans sa médiocrité inouïe, le contemporain s'estime si haut qu'il n'admet pas qu'il doive d'abord se réformer lui-même. Il croit au progrès, mais seulement comme un fruit technique

extérieur. Que le progrès puisse consister en une rénovation intérieure de lui-même, cela il ne le conçoit pas.

Aussi toutes ses forces sont-elles concentrées vers le perfectionnement mécanique du monde. Et quand c'est à lui-même qu'il finit par tenter d'appliquer sa médecine, l'humain augmenté qu'il compte devenir ne l'est jamais spirituellement mais seulement dans une performance mesurable mathématiquement.

Nous n'avons pas, contrairement à tous les transphiles – ces transhumains, ces transgéniques, ces transgenres, ces transsexuels, ces transgresseurs –, des multinationales derrière nous.

Que l'on juge décidément où sont les hommes libres. Le monde nous est légué de générations en générations afin que nous y fassions notre demeure. Ce monde nous est remis pour vivre de ses incomparables ressources et nous emplir de son incroyable beauté.

Au moment où notre indignation s'élève contre des barbares qui saccagent des hauts lieux de culture et de spiritualité, nous portons une identique indignation contre tous ceux qui détruisent avec la même sauvagerie et par ignorance la nature, totalement désarmée sans notre protection.

Certainement, il y a des choses à garder dans l'évolution technique de cette époque. Que l'on nous laisse pourtant le choix, et la liberté de décider, collectivement et personnellement, ce qui est bon pour nous, sans appuyer sur notre temple le pistolet chargé du Progrès.

Nous choisissons une philosophie de la technique qui respecte la vie.

L'éducation du petit homme est une tâche périlleuse. Il est d'ailleurs évident, à regarder les sociétés qui nous ont précédés qu'elles sont tout entières organisées autour de ce but dans quoi résidaient les conditions de leur survie.

On ne se battait pas d'abord pour le pain, mais pour l'éducation.

La France a toujours été consciente de la nécessité de cette mission. Mais il se peut que la République ait erré dans les moyens à y employer : rien de ce qui est accompli par un État froid surplombant ne pénètre finalement dans le cœur des hommes et partant ne dure.

L'école doit redevenir réellement libre, c'est-à-dire non assujettie à une caste syndiquée qui a décidé, au nom on ne sait de quelle morale infondée, des valeurs du bien et du mal. C'est-à-dire surtout comme un choix des familles. L'école est d'abord le lieu de l'instruction, non celui de

l'éducation des masses sous la férule d'un mammoth idéologisé.

L'école doit recouvrer sa première utilité, sa vraie mission, celle d'enseigner la sagesse venue des siècles, et pour cela de donner les moyens aux enfants de devenir libres, c'est-à-dire, avant tout, de maîtriser les enseignements fondamentaux. Ceci seul leur permettant d'accéder ensuite aux disciplines de la culture et des sciences ; ceci seul leur offrant dès lors la possibilité de choisir librement leur destin.

L'école, si elle se fonde sur des bases communes à toute la nation, a aussi le devoir d'être inventive, de s'adapter à l'être singulier et entièrement nouveau chaque fois qu'est l'enfant qu'on lui confie.

Si l'on trouve le temps d'apprendre la laïcité dans les plus petites classes jusqu'au bac, il devrait en être au moins de même pour la bienveillance, la courtoisie, la politesse, le respect de l'autre.

Il n'y a naturellement pas de loi juridique pour décréter cela. En revanche, au lieu d'opposer sans cesse nos compatriotes avec des projets qui les choquent toujours davantage, il faudrait créer les conditions pour rétablir ces règles élémentaires de la vie ensemble, en famille, à l'école, dans les entreprises.

La réforme essentielle et centrale de l'éducation nationale ne rencontrera de véritables succès qu'accompagnée parallèlement d'un renouveau intellectuel, culturel et artistique.

Depuis quelques décennies s'est éteinte peu à peu notre force créatrice, avec notre goût du beau.

L'homme nouveau se reconstruira aussi autour d'un mouvement global, imprégnant architecture, littérature, sculpture, musique, peinture dans une flamboyance retrouvée. Nous sommes dans un passage d'une époque à l'autre où tout est à réinventer.

# L'ÂGE DE LA NOUVELLE RENAISSANCE

Il faut rénover l'éducation sous toutes ses formes, aussi bien comme instruction que dans la famille, dans les mouvements populaires, comme dans l'éducation au travail, cet apprentissage qui mène au chef-d'œuvre.

La France a besoin de sortir d'un système où l'égalité est seulement une façade, dissimulant le véritable système qui est celui des copains, d'une élite qui se reproduit elle-même et ferme la porte aux autres.

Il faut rompre avec la bobocratie, pseudo-élite qui se nourrit de prébendes et voile son inculture totale derrière des intimidations de toute sorte ;



qui empêche la pensée libre et cloue ses adversaires au pilori.

Il faut rompre aussi avec ces régimes qui ne protègent plus mais créent au contraire une inégalité criante, ces régimes que l'on dit « spéciaux », ces statuts forteresses, ces niches fiscales qui émeuvent à juste titre les simples citoyens.

Il faut relancer l'ascenseur social, celui que procure la véritable éducation, non celle des « héritiers ». Mais il faut aussi rendre à la justice sa véritable dimension. Il n'est pire sentiment d'impuissance, et donc de frustration, que celui que procure un régime qui fait la preuve de son iniquité et ne juge plus les citoyens également. Tout comme la justice de classe fut insupportable, la justice d'idéologie est inacceptable.

Si l'on veut parler d'*apartheid*, c'est d'abord là qu'il se niche, entre les puissants et les misérables, les excusés de naissance et les coupables de nature. Une société où ce sentiment se répand meurt très vite.

En toute matière, charité et justice allant de pair doivent être nos guides. L'immigration et l'intégration ne sont pas les moindres de nos problèmes contemporains. En réalité, elles sont pour l'une la conséquence immédiate et

permanente d'une mondialisation féroce, pour l'autre, dans son échec, le résultat d'une longue période de déculturation des nationaux eux-mêmes.

On ne sait plus faire de Français simplement parce que les Français se sont oubliés. S'il y a un choc des civilisations aujourd'hui, il ne recouvre pas à l'évidence ce que l'on appelait jadis par ce nom.

Car c'est plutôt la décivilisation générale qui nous guette, où à l'hollywoodisation du monde ne s'opposent plus que des identités de fabrique récente, qui révèlent bien vite leur faiblesse intrinsèque.

Le Parti communiste chinois interdit la célébration de la Nativité pendant que ses citoyens déambulent dans des hypermarchés hantés de Pères Noël de pacotille. L'État islamique vomit l'Occident pendant que ses zélotes manipulent youtube et les réseaux sociaux.

Mais avant même de prendre en main le problème de l'immigration, il faut maintenir nos compatriotes sur notre sol.

Chacun vient chercher sa pitance en France, mais du grand banquet français, aujourd'hui ce sont les cuisiniers eux-mêmes qui s'en vont. Nous devons leur redonner les raisons de rester, ici.

Maîtriser l'immigration, c'est aussi rapidement retrouver notre souveraineté et repenser notre système social, trop généreux sans contrepartie.

Un homme n'est jamais trop généreux, et il est bon qu'il donne. Un État qui pourvoit aux besoins des uns en pillant les autres est, lui, trop généreux, et sans que cela lui coûte.

Notre droit doit s'adapter aux nouvelles conditions de la mondialisation : le droit du sol, alors que la vogue est au nomadisme, n'est plus tenable.

Mais la France, qui est aussi gardienne du monde, doit nouer des accords avec les pays pourvoyeurs d'immigration pour contribuer plus vivement que jamais à leur développement harmonieux.

Non, nous ne voulons pas faire de la Méditerranée un cimetière ; non, nous ne voulons pas regarder crever des peuples entiers, de faim, de guerre, ou sous la tyrannie.

Mais nous ne voulons pas non plus que la France se change en un chaos général, dans quoi ni les habitants d'origine ni les nouveaux arrivants ne se reconnaissent.

L'équilibre et la mesure sont difficiles à trouver, et c'est pourtant la noblesse de la politique que de les rechercher.

À l'extrême, l'on pourrait comprendre ces jeunes gens nés ici qui deviennent djihadistes parce que rien d'autre ne leur a été offert. Quand il n'y a plus ni sainteté ni spiritualité ni idéal de grandeur, on prend ce qui passe et qui fait frémir.

Cette culture matérialiste, du déchet, donne évidemment envie de partir. Finalement, ces jeunes djihadistes ont peut-être le droit de choisir. Soit partir mais ne jamais revenir, soit rester mais s'intégrer.

## *SMALL IS BEAUTIFUL*

**D**evenir Français, c'est accueillir totalement la culture européenne, qui est le grand bassin dans lequel nous baignons et qui a forgé nos identités.

Mais l'Europe politique, telle qu'elle fut rêvée, a échoué. Ce n'était pas qu'elle ne fût un beau projet, mais c'est qu'il a vite déraillé vers un cauchemar où l'absurde le dispute au tyrannique.

L'Europe aurait dû se mettre au service des patries, comme un parapluie quand tombe l'averse ; au contraire, elle est devenue la finalité et le commencement de toute politique, préemptant des souverainetés et des pouvoirs qui ne lui appartenaient pas.

Alors que les Anciens le savaient déjà, la démocratie ne peut être que celle des petites

entités, celle des libertés concrètes, immédiates et défendables.

Comme en de nombreuses autres matières, en politique, *small is beautiful*. Les empires durent peu, les territoires demeurent, parce que c'est à eux que l'homme tient charnellement.

Ce monstre bureaucratique que tous les peuples se sont mis d'accord pour haïr doit être renversé avant qu'il ait tué jusqu'à l'idée de civilisation européenne. Une civilisation qui a pu se faire dans la douleur, dans les guerres et dans le sang parfois, mais qui a accouché pourtant de l'un des plus formidables trésors de l'humanité.

Sur ses assises grecques et romaines, surélevées avec le concours de tous ses peuples, l'Europe est ce chaudron où une chrétienté bouillonnante a élaboré la liberté et la dignité de l'homme. Cela, on ne peut, moins que jamais, se permettre de le perdre.

La constitution de l'Europe doit évidemment se fonder sur un projet politique responsable, crédible et conforme aux intentions des Pères fondateurs.

Cette Constitution européenne doit tout d'abord retrouver le sens de la mesure, la recherche de l'harmonie. C'est pourquoi il nous apparaît évident que l'Europe politique doit se limiter à 5 ou 6 pays et respecter scrupuleusement le principe de

subsidiarité. La poursuite de la construction européenne doit s'inspirer de la méthode de la Confédération helvétique, faite de respect de l'enracinement et de l'adhésion des citoyens.

Quant à l'Europe économique, elle devrait se composer de pays ayant un niveau de développement similaire, ce afin d'éviter les tensions internes, le dumping social et fiscal et la concurrence déloyale.

Enfin doit s'affirmer l'Europe culturelle qui « de l'Atlantique à l'Oural » veille au respect des fondements de la civilisation européenne et à son rayonnement.

Car nous ne voulons pas que l'Europe se réduise à une Europe de la consommation, de la technique, à cette Europe des robots dont parlait Bernanos. Pour nous la civilisation européenne est ce qui nous rassemble, elle est ce creuset où se sont forgées deux valeurs fondamentales : la dignité de la personne et la liberté politique.

Ces valeurs inventées par les Anciens et le christianisme, nous avons le devoir de les affirmer contre la folie du monde.

Nous sommes inspirés par l'anthropologie chrétienne, certainement. Nous croyons, mais c'est surtout l'histoire qui le croit à travers nous, que la

destinée de la France s'est construite dans sa foi et sa religion, qu'il ne peut en être autrement.

L'oublier ? Alors, la France n'est plus la France. Parce que c'est cette culture-ci, cette communauté-là qui ont fait ce pays, elles qui lui ont infusé ses vertus, quand bien même on a cherché à les retourner contre elles.

C'est là le ferment de la liberté. Heureux comme Dieu en France, toutes les nations persécutées du monde le savent, sauf les Français. En quoi nous nous élevons contre la fausse laïcité, celle qui a cours depuis 1905, non pour conjoindre les pouvoirs, mais au contraire pour les laisser respirer paisiblement chacun de son côté.

La respiration du monde tient à l'harmonie de ces deux mouvements, celui du temporel et celui du spirituel. En casser un, c'est provoquer l'asphyxie. Il y a une lutte perpétuelle entre ces deux autorités nécessaires, mais de leur lutte même vit la société. Aujourd'hui, l'on se croit apaisé simplement parce que l'on a sombré dans le coma profond.

Le combat a cessé seulement faute de combattants : les instituteurs et les curés ont disparu ensemble, comme des lames rouillées par le temps et que l'inutilité de leur combat ont dissoutes. Et l'islam ne tarde pas à nous reposer la



question de notre âme. Une chose est certaine : la charia ne sera jamais notre constitution.

Le salut ne viendra pas de l'usage des moyens de ce monde, mais plutôt de la trouée que nous pourrons y faire, vers les buts supérieurs de la personne humaine. Nous proposons de cesser de nous considérer comme ces animaux que l'on appelle consommateurs.

Dans cette famille des familles qu'est une patrie, il faut du temps et le lent passage des siècles pour harmoniser les modes de vie.

On peut certainement recourir à l'État, puissante machine dominatrice, pour organiser tout cela, et c'est ce que croyaient les partisans apeurés du Léviathan il y a quatre siècles. Nous savons, hélas, nous voyons, combien ce subterfuge est, plus qu'un remède, un poison.

La liberté se prend, et elle se prend lorsque l'on sait qu'en faire. Nous croyons fermement qu'à une culture de vie aujourd'hui s'oppose une culture de mort.

C'est celle qui nous fait croire les maîtres absolus de nos existences, et même de celle des autres, depuis ces embryons dont on se débarrasse en masse jusqu'à ces vieux et ces infirmes dont on éteint la lumière quand on a jugé leur dignité perdue.

L'ordre naturel a été complètement bouleversé par le prométhéisme que notre science et notre technique ont édifié. À croire que tout nous est possible, une seule chose est maintenant devenue impossible, contester le sens de cette histoire de l'outrepassement des limites.

« *L'humanisme qui a entièrement perdu son héritage chrétien, est incapable de tenir bon dans cette compétition* », écrivait Soljenitsyne dans *Le Déclin du courage*. Cette compétition pour garder sa liberté et son identité, autrefois, des hommes libres étaient prêts à mourir par millions pour elle ; aujourd'hui le déclin du courage et de la volonté est tel que l'on n'accepterait de perdre sa vie pour aucune cause qui nous dépasse.

Le matérialisme gave les corps et endort les âmes. Or Renan le savait, les victoires comme les défaites sont avant tout spirituelles.

Et pourtant, il nous est possible, à nous, citoyens libres, et parce que justement nous voulons être ces hommes-là, de restaurer collectivement le respect, l'autorité, la décence. Notre pays a déjà échappé à deux totalitarismes. Aujourd'hui, face à ceux qui viennent, nous voulons être la relève.

Nous ne sommes pas encore mûrs pour l'esclavage : ce que pensait Leclerc en 1942, au

plus profond de la défaite, nous le pensons aussi aujourd'hui. Le temps qui vient ne sera pas celui du salafisme et du djihadisme mondialisé.

Nous ne sommes pas le peuple qui voile ses femmes et asservit les consciences. Nous venons d'une autre civilisation, celle des hommes libres.

La France possède des puissantes forces spirituelles intérieures, elle l'a montré au cours des siècles. Son histoire est faite de rebonds, de redressements, de refondations, inattendus, impossibles, impétueux.

Nous sommes les héritiers de cette grande histoire. Nous sommes l'avant-garde de la nouvelle France.

Nous avons surmonté le désespoir. Mieux : nous portons l'espérance. Celle que la France rentre à nouveau dans l'Histoire, qu'elle redevienne une nation ayant quelque chose de singulier à dire et à proposer au monde.

Le printemps des consciences commence. Maintenant.

*Paris, 3 mars 2015*

© L'Avant-Garde, mars 2015



L'Avant-Garde, 20 rue de Laffitte, 75009 Paris

[contact@lavant-garde.fr](mailto:contact@lavant-garde.fr) – <http://lavant-garde.fr>